

GIVORS EXPOSITIONS TOXIQUES

# Les anciens verriers galèrent pour obtenir les attestations

Les ex-VMC Givors se battent encore et toujours contre leur ancienne entreprise pour obtenir les attestations d'expositions aux produits toxiques. Les choses avancent dans le bon sens mais l'audience qui s'est tenue au tribunal des prud'hommes début février, leur laisse un goût amer.

Soixante anciens salariés de OI-Manufacturing (ex-VMC) ont assisté à la séance du conseil des prud'hommes, le 2 février dernier à Lyon. Parmi eux, Laurent Gonon, un Docteur en gestion devenu fervent défenseur de cette cause : « Nous n'acceptons pas que soit niée la réalité pourtant établie. Jusqu'à travestir le contenu de l'enquête de la Carsat et nier la nocivité des brouillards d'huile, malgré des études toxicologiques réalisées sur des chaînes de fabrication identiques. Tellement identiques que l'une d'elle vient de Givors », souligne le coordonnateur des dossiers «maladies professionnelles».

## Faire valoir des droits les plus élémentaires

Et Laurent Gonon de poursuivre : « L'entreprise se refuse à reconnaître les expositions toxiques des salariés. Ces attestations sont pourtant indispensables pour les suivis médicaux post-professionnels, mais aussi pour les déclarations de maladies professionnelles. Ce plaider pour justifier le refus de délivrer les fiches d'exposition à l'amiante et autres produits cancérigènes utilisés, ne nous impressionne pas. Nous sommes bien décidés à faire valoir les droits les plus élémentaires, à savoir, le droit à la santé. Nous allons poursuivre le travail de recherches sur les conditions d'expositions toxiques des postes de travail pour que jaillisse enfin la vérité dans les prétoires.

## Un combat aussi pour le futur

Laurent Gonon estime que le combat des anciens verriers est celui des actifs



■ Les fiches de postes que montre Laurent Gonon sont source de convoitises des uns pour justifier les expositions des autres et pour refuser les indemnisations. Photo A. MONTEY

pour, qu'enfin, les entreprises travaillent sur une meilleure prévention.

La lutte se poursuit également dans le dossier de monsieur Cervantès. L'en-

treprise, pourtant déboutée en appel, est partie en cassation. L'association a décidé

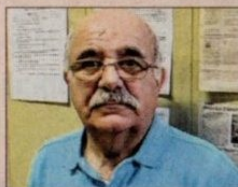
d'accompagner la famille dans la poursuite de la procédure.

## « Les vapeurs d'huile se sont transformées en vapeurs d'eau »

François Fernandez, cariste pendant trente ans

François Fernandez est resté 26 ans à la verrerie. Il a été mis en invalidité peu de temps avant sa retraite. Comme ses collègues, il est sorti sonné de la salle d'audience.

« On a rarement entendu autant de choses inexactes et manquant de respect envers ceux qui ne sont plus là. L'avocate de l'entreprise a dit qu'il n'y avait pas de malade parmi nous. Selon elle, aucun produit toxique n'était utilisé. Les vapeurs d'huile se sont transformées en vapeurs d'eau et le sable est devenu mouillé, ce qui fait qu'il ne dégagait pas de poussière. C'est faux, le sable humide ne passait pas dans les trémies. Autre oubli sur l'utilisation d'un produit très dangereux, pourtant inhalé à longueur de temps : le Duracote qui était projeté sur le verre chaud pour empêcher les frottements. Deux collègues qui travaillaient sur ce secteur sont morts de cancer des poumons. »



■ François Fernandez. Photo A. MONTEY

## « Me faire traiter de menteur, je ne l'accepte pas »

Jacky Thonnerieux, vingt ans de verrerie

Jacky Thonnerieux a travaillé vingt ans à la verrerie. Comme 60 de ses collègues, il était présent lors de la plaidoirie : « J'ai entendu tellement de contre-vérités que je me suis senti obligé de réagir (Il avait alors fait une lettre ouverte à l'association). Il a été dit que les plaques de pose, les doigts de ripage, les barres poussoir étaient certes en amiante mais étant des produits finis, il n'y avait pas de risque. C'est faux, archi-faux. Il fallait adapter ce matériel : percer, meuler, tarauder et découper. Ces opérations étaient répétées plusieurs fois par semaine. Si je suis en colère, c'est certes d'avoir entendu des inepties mais c'est surtout que j'ai eu l'impression d'être traité de menteur. Je peux comprendre que chacun défende son camp avec ses arguments, plus ou moins litigieux, mais me faire traiter de menteur, de plus dans un tribunal, je ne l'accepte pas. »



■ Jacky Thonnerieux travaille aujourd'hui à Montagny. Photo A. MONTEY

## RÉACTIONS

### « Tout s'est fait dans le respect »

OI Manufacturing

« Les débats relatifs à ce contentieux devant le conseil de prud'hommes de Lyon, en date du 2 février, ont été tenus dans le respect du contradictoire. Aucun incident n'est venu perturber les plaidoiries. Chaque partie a choisi de défendre sa cause avec calme, sérénité et respect du plaidant. Le jugement a été mis en délibéré en date du 28 avril. Tout autre commentaire serait superflu dans l'attente de cette décision de justice. »